

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE MONTBRISON (Loire)**

Le Maire certifie que :

- la convocation de tous les conseillers en exercice a été faite le 21 mai 2024, dans les formes et délais prescrits par la loi ;
- la présente délibération a été publiée, par extrait, le 29 mai 2024.

Nombre de conseillers en exercice : 33

Présents : 27

Votants : 32

L'an **DEUX MIL VINGT-QUATRE**, le **lundi vingt-sept mai à dix-neuf heures trente minutes**, le Conseil Municipal de la Commune de MONTBRISON, dûment convoqué, s'est réuni **salle de l'Orangerie à Montbrison**, en séance publique, sous la présidence de M. Christophe BAZILE, Maire.

Etaient présents : M. Christophe BAZILE, Maire, Président, M. Gérard VERNET, Mme Catherine DOUBLET, M. Joël PUTIGNIER, Mme Martine GRIVILLERS, M. Abderrahim BENTAYEB, Mme Christiane BAYET, M. Pierre CONTRINO, M. Jean-Yves BONNEFOY, adjoints, M. Bernard COTTIER, M. Jean-Paul FORESTIER, Mme Claudine POYET, Mme Thérèse GAGNAIRE, M. François BLANCHET, M. Guillaume LOMBARDIN, M. Nicolas BONIN, M. Luc VERICEL, Mme Cindy GIARDINA, Mme Cécile MARRIETTE, M. Edouard BION, M. Jean-Marc DUFIX, M. Vincent ROME, Mme Emmanuelle GUIGNARD, Mme Jacqueline VIALLA, M. Xavier GONON, Mme Mireille de la CELLERY, M. Stéphane ROUSSON conseillers, **le quorum est atteint**.

Absents : Mme Géraldine DERGELET, M. Gilles TRANCHANT, Mme Valérie ARNAUD, Mme Bérangère ISSLER-VEDRINES, Mme Justine GERPHAGNON, Mme Marine VENET.

Mme Géraldine DERGELET avait donné pouvoir à Mme Christiane BAYET, Mme Valérie ARNAUD à Mme Martine GRIVILLERS, Mme Bérangère ISSLER-VEDRINES à M. Christophe BAZILE, Mme Justine GERPHAGNON à Mme Catherine DOUBLET, Mme Marine VENET à M. Pierre CONTRINO.

Secrétaire : M. Joël PUTIGNIER.

**Délibération n°2024/05/18 - Logements de fonctions - Redéfinition des logements concernés et conditions d'occupation**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L2121-29 ;  
Vu le CGPPP et plus particulièrement son article R 2124-65 ;  
Vu la délibération n°2015/11/25 du 27 novembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal a fixé la liste des emplois concernés par l'attribution d'un logement pour nécessité absolue de service ;

Considérant la nécessité de mettre ladite liste à jour ;

Considérant qu'il y a nécessité absolue de service "lorsque l'agent ne peut accomplir normalement son service, notamment pour des raisons de sûreté, de sécurité ou de responsabilité, sans être logé sur son lieu de travail ou à proximité immédiate" ;

Considérant qu'en cas d'attribution de logement de fonction pour nécessité absolue de service, si le loyer demeure gratuit, l'occupant doit s'acquitter des charges accessoires (eau, gaz, électricité, chauffage) selon un barème forfaitaire ;

Considérant que l'autre possibilité d'attribution d'un logement de fonction est la convention d'occupation précaire et révocable. Actuellement, aucun emploi n'ouvre droit à ce cas de figure au sein de la Ville de Montbrison ;

M. Gérard VERNET expose que les emplois désormais concernés par l'attribution d'un logement pour nécessité absolue de service sont les suivants :

- Gardien-ne du cimetière de Montbrison
- Gardien-ne du camping municipal du Surizet.

3 logements ont été supprimés de la précédente liste car les nécessités de service ont évolué.

Le barème applicable aux emplois concernés est celui appliqué par les services de l'URSSAF, réglementairement en vigueur. Il est donc susceptible d'évoluer chaque année. Les diverses charges sont précisées dans l'acte administratif unilatéral attribuant les logements de fonction.

Il propose au Conseil Municipal de bien vouloir approuver la nouvelle liste des emplois concernés par l'attribution d'un logement pour nécessité absolue de service.

Le Conseil Municipal, après en avoir discuté et délibéré à l'unanimité, approuve la nouvelle liste des emplois concernés par l'attribution d'un logement pour nécessité absolue de service.

A MONTBRISON,  
CERTIFIE EXECUTOIRE

LE MAIRE,

LE SECRETAIRE,

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Lyon (Palais des Juridictions administratives, 184, rue Duguesclin, 69433 Lyon Cedex 03 ou [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) ou d'un recours gracieux auprès de la commune Montbrison, Direction Générale, CS 50179, 42 605 MONTBRISON CEDEX étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice Administrative, sauf les requérants qui usent de la faculté prévue par les lois spéciales de déposer leurs requêtes auprès des services du représentant de l'Etat ou de son délégué dans les arrondissements, les subdivisions ou les circonscriptions administratives, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.